

L'agriculture, à la croisée des chemins¹

Article en partie publié dans les Echos Octobre 1999

Par Michel GODET²

Le monde agricole est plus que jamais au cœur des enjeux de cette fin de siècle. Les agriculteurs ont su dans le passé s'organiser avec l'aide de la PAC, pour gagner les batailles de la productivité et de la modernisation. Cependant, en augmentant les hectares et les quintaux à l'hectare, ils ont aussi, en trente ans, perdu la moitié de leurs voisins et trop souvent oublié les pratiques des anciens, certes moins efficaces mais généralement plus soucieuses d'équilibre et de pérennité dans les relations avec l'environnement. En effet, certaines ressources comme le sol, l'eau ou les paysages ne peuvent être traitées indéfiniment comme des flux qui se renouvellent alors que les stocks se dégradent en quantité et en qualité.

La montée de la prise de conscience de la pollution des milieux naturels, n'aurait peut-être pas suffi à remettre en cause aussi fortement l'artificialisation des pratiques agricoles sans les multiplicateurs médiatiques qui ont joué depuis le milieu des années 90. Citons la crise de la vache folle, l'émergence de nouvelles technologies comme les OGM, sans oublier les élevages de poulets et de porcs suspects en Belgique et ailleurs. Ces événements ont mis au cœur de l'actualité le thème de la sécurité alimentaire. Il interpelle désormais tous les acteurs de la filière agro-alimentaire qui doivent changer absolument leurs pratiques pour retrouver la confiance de l'opinion.

Toujours plus de productivité et moins de voisins

Le déclin démographique de l'agriculture est impressionnant : entre les trois recensements de 1982, 1990 et 1999, la France a perdu la moitié de ses agriculteurs ; le nombre d'exploitants est aujourd'hui de l'ordre de 700.000, combien seront-ils en 2010 ? Probablement guère plus de 400 000. Les producteurs sont condamnés à la course à la productivité, à travailler toujours plus pour gagner souvent moins. En effet, les prix des produits agricoles et notamment des céréales sont appelés à baisser pour se rapprocher, progressivement, des fameux cours mondiaux qui sont en réalité déterminés et contrôlés par les Etats-Unis non pas en fonction des coûts de revient mais pour optimiser l'écoulement de leurs stocks.

Les Américains sont pour le libre jeu des mécanismes du marché lorsque ceux-ci leurs sont favorables. À chaque fois qu'ils contestent la PAC (Politique Agricole Commune), on

¹ Une partie de ce texte est parue dans les Echos du 12 octobre 99 sous le titre " Les défis d'une agriculture raisonnée " .

²Professeur au Conservatoire national des arts et métiers. Il a publié récemment avec Pierre Chapuy un rapport sur " La sécurité alimentaire et l'environnement" cf. Cahier du Lips n°11 diffusé par la Librairie des Arts et Métiers, 33 rue Réaumur 75003 Paris, tél : 01 42 72 12 43, fax : 01 42 72 48 56

devrait leur rappeler que si le coût global des politiques agricoles (subventions, détaxes, crédits bonifiés) est plus élevé d'un tiers en Europe qu'aux Etats-Unis, il n'empêche que ramenés au nombre d'exploitants les soutiens globaux par agriculteur sont deux fois plus élevés aux Etats-Unis qu'en Europe !

Il serait injuste de sanctionner aujourd'hui les agriculteurs européens pour leurs performances productives : en trente ans, le rendement du blé est passé de quelques dizaines de quintaux à l'hectare à plus de cent quintaux dans les meilleures terres. Ils n'ont fait que répondre aux appels passés des pouvoirs publics, incitant à investir pour produire plus et exporter "le pétrole vert" de la France.

Il est temps de reconnaître les réalités de l'économie mondiale. En effet, il n'y a que deux types d'agriculture compétitives :

- d'un côté, l'agriculture intensive "sans sol", sous serres, s'il s'agit de productions végétales et "hors sol", s'il s'agit d'élevage (exemples des Pays-bas, de la Bretagne) ;
- de l'autre, une agriculture extensive moins intense en capital financier, technique et humain, peu polluante car répartie sur de vastes espaces, où la faible productivité va de pair avec les coûts faibles et finalement une rentabilité élevée. (élevage en Argentine).

Entre ces deux types d'agriculture performantes, il est difficile pour la France de choisir son camp. Au sein de l'Europe, la France, en raison même de sa densité deux fois plus faible en moyenne, apparaît comme un réservoir d'espace. La France a donc vocation à jouer plutôt la carte de l'agriculture extensive (surtout pour l'élevage) dans toutes les zones en passe de se transformer en désert vert. Il ne revient pas plus cher à la collectivité de maintenir des bergers et 30.000 moutons sur place que d'investir dans un canadaire ! Mais les arbitrages entre extensif et intensif ne sont pas toujours simples, il est plus facile de traiter les déchets des élevages intensifs que la pollution diffuse des porcs en liberté !

La politique de Bruxelles, consistant à imposer la mise en friche des terres, conduit les agriculteurs à intensifier encore plus la production sur les terres encore exploitées. Plutôt que de subventionner le gel des terres, il serait préférable de soutenir le développement des cultures extensives.

Comment éviter le démantèlement de l'agriculture française, le désespoir des exploitants et l'effondrement de la vie rurale ? Ces questions récurrentes appellent maintenant des réponses d'autant plus urgentes que l'agriculture est confrontée aux nouveaux défis de l'environnement et de la sécurité alimentaire qui viennent se rajouter à ceux de la productivité compétitive.

Les défis de l'agriculture raisonnée et le besoin de confiance.

La course à la productivité a conduit à des pratiques déraisonnables, comme l'usage intensif des hormones de croissance, d'aliments contre nature ou frelatés. Il est excessif d'élever des poulets en moins de cinq semaines alors que la nature demande cinq mois ! Si la vache était restée au pré, elle ne serait pas devenue folle !

On a ouvert la boîte de Pandore et dorénavant il va falloir mettre tous les problèmes sur la table. Sinon à chaque nouveau scandale révélé par la presse, la méfiance de l'opinion vis-à-vis de son alimentation va s'accroître. Le précédent du sang contaminé devrait inciter les responsables à agir et vite. Après le poulet à la dioxine, il pourrait bientôt y avoir le saumon fou ! car tout ce qui est interdit aux animaux va aux poissons d'élevage. L'emploi de désherbants comme l'atrazine est soumis à de fortes restrictions d'usage dans les champs en Allemagne, mais guère en France où il est aussi répandu en énormes quantités sur les voies de chemins de fer et les bords de route, comme si le ruissellement vers les champs voisins n'existait pas ! Il y a aussi toutes ces " bonnes " terres qu'il faudra rayer de la carte car elles sont contaminées durablement par l'épandage de déchets urbains chargés de métaux lourds.

Il ne faut pour autant rejeter le progrès technique et prôner le retour aux produits naturels. Si l'espérance de vie a augmenté, c'est aussi parce que notre alimentation est plus saine et plus équilibrée. L'état naturel n'est pas sans danger : autrefois on mourait de l'ergot du seigle. Sans les pesticides, les hommes ne pourraient pas manger à leur faim et la consommation de produits bio présente aussi des risques : si l'on ne traite pas les pommes contre certaines maladies, elles peuvent développer des toxines mortelles.

Mais l'usage intensif des engrais et des pesticides a aussi ses limites, il convient de protéger les nappes phréatiques et d'optimiser l'usage des intrants avec une agriculture plus raisonnée. La technologie apporte de nouvelles réponses avec les OGM qui ont précisément pour intérêt de modifier génétiquement les plantes pour éviter l'usage de pesticides. Mais ces réponses sont aussi chargées d'interrogations et d'angoisses. A force de manipuler la nature, l'homme pourrait en perdre la maîtrise comme celle de Frankenstein.

L'attitude de l'homme vis à vis du risque est souvent paradoxale. Les OGM font peur et ceux qui les rejettent, au nom du principe de précaution, ont raison de refuser un risque qui n'apporte pas d'avantages tangibles en contrepartie. En revanche, personne n'a trouvé à redire quand Limagrain a modifié génétiquement la plante de tabac pour produire un constituant du sang humain (l'hémoglobine). Les OGM n'ont encore tué personne, mais suscitent des oppositions alors que le Viagra est socialement accepté malgré les morts à son actif car son utilité est réelle pour ceux qui en consomment. Pour accepter les OGM, il faudra probablement attendre l'arrivée d'aliments issus de modifications génétiques positives pour la santé.

Dans tous les cas, il restera justifié de laisser le choix au consommateur en développant des filières non OGM. Cependant, le principe de précaution doit aussi conduire à garder l'avenir ouvert, il faut donc poursuivre la production expérimentale d'OGM, sinon les Européens et en particulier la France, deuxième exportateur mondial de semences, seront définitivement à la remorque technologique des Etats-Unis. Comme l'a remarqué Marcel Cazalé, " alors que les génomes végétaux sont déposés outre-Atlantique, nous ne concevons pas de laisser l'intelligence entre les mains de nos concurrents au risque d'hypothéquer l'indépendance des générations à venir " .

Il est d'ailleurs illusoire de prétendre interdire la production de blé ou de maïs OGM en France, tout en continuant à importer massivement du soja américain génétiquement modifié pour l'alimentation animale. Si le danger est vraiment réel, c'est toute la filière lait qu'il faut protéger.

Avec la question des OGM, les enjeux ont ainsi pris une dimension géopolitique et éthique à l'échelle planétaire, les questions posées ne trouveront pas de réponse au niveau national, et plus que jamais la dimension européenne s'impose. Encore faudrait-il que l'Europe parle d'une seule voix pour faire jeu égal avec les Etats-Unis et leurs puissantes firmes qui règlent les cours des marchés agricoles mondiaux et dominent la recherche comme Monsanto .

Pour les agriculteurs français les premières années du prochain millénaire ont peu de chances de ressembler à un long fleuve tranquille. La nouvelle donne a déjà été introduite par l'Agenda 2000. Non seulement les aides à la production sont appelées à diminuer, ce qui est une bonne chose pour éviter les surplus chroniques et se rapprocher des cours mondiaux, mais elles seront de plus en plus liées au respect de contraintes et d'objectifs en matière de pratiques agricoles, de respect de l'environnement et de considérations liées à l'aménagement du territoire. C'est bien dans cet esprit que s'inscrivent aussi les contrats territoriaux d'exploitation et l'agriculture raisonnée qui a pour ambition de concilier compétitivité économique, qualité des produits et respect de l'environnement en utilisant au mieux les intrants afin de préserver le potentiel de développement des générations futures, bref de s'inscrire dans une trajectoire de développement durable.

Cette agriculture raisonnée encore embryonnaire dans le pays implique le suivi de règles de bonnes pratiques dans le cadre de cahiers des charges précis. Pour que les agriculteurs retrouvent la confiance du public, il faudrait qu'une large majorité d'entre eux opte pour cette agriculture raisonnée et n'hésite pas à multiplier les opérations "fermes ouvertes" pour montrer ce qui a changé dans les pratiques.

Mais cette agriculture raisonnée n'est qu'une obligation de moyens, elle ne garantit pas les résultats dans la qualité et la sécurité des produits de la filière agro-alimentaire. Cette qualité et cette sécurité passent par le développement dans l'agriculture, comme cela a été instauré avec succès dans l'industrie, de systèmes d'assurances et de certifications qualité qui eux-mêmes supposent la complète traçabilité des produits de la fourche à la fourchette.

Les acteurs de la filière devront définir des normes cohérentes afin de ne pas placer les agriculteurs devant des obligations difficiles à gérer voire incompatibles. Tel serait le cas si, par exemple, la grande distribution cherchait à se différencier par le marketing sur un cahier des charges propre à chaque marque, ce qui poserait d'ailleurs des questions sur la qualité des autres produits proposés à la vente par le même distributeur. Le consommateur aurait du mal à s'y retrouver dans des arguments aussi contradictoires que définitifs, comme naguère dans la bataille pour ou contre les lessives sans

phosphates. À l'issue de ce genre de combat publicitaire personne n'a rien gagné sauf la perplexité et la défiance du consommateur.

Pour garder et renforcer la confiance des citoyens-consommateurs les acteurs de la filière ont intérêt à définir ensemble les codes de bonne conduite d'une agriculture devenue raisonnée et donc plus raisonnable. C'est au prix de cette transparence et de cette cohérence de toute la filière agro-alimentaire que les agriculteurs retrouveront la confiance et l'estime de l'opinion, et du même coup la confiance en leur avenir.

De l'agriculteur à l'écoculteur

Le citoyen consommateur sait qu'en moyenne la moitié des revenus des agriculteurs proviennent d'aides publiques certes justifiées. Mais la société est en droit de leur demander en contrepartie une meilleure contribution à l'intérêt général dans la perspective d'un développement durable.

Aussi, pour sauver la ruralité agricole, creuset d'une part essentielle de l'identité française, trois voies complémentaires sont à privilégier :

- passer de l'aide au produit, qui profite d'abord aux grands exploitants performants alors qu'ils pourraient presque s'en passer, à l'aide à la personne, tenant compte de la situation familiale du producteur et y ajouter la rémunération des services de présence humaine et d'entretien des paysages que les agriculteurs rendent à la collectivité. Il n'y a pas d'autre choix si l'on veut maintenir un espace rural habité et entretenu comme savent le faire les Suisses et les Autrichiens. Sinon, c'est l'impossible course à la productivité, avec l'artificialisation des techniques et les dommages sur l'environnement qui continueront (des friches à côté des champs-usines). Nombre de paysans seraient alors condamnés à s'endetter encore plus, et travailler comme des forçats pour voir leur revenu baisser et finalement, désespérés, abandonner la partie ou se réfugier dans un nihilisme violent. Parler de rémunérer la production non marchande d'entretien de l'espace et des paysages ne veut pas dire transformer les agriculteurs en assistés, ils doivent rester des entrepreneurs soucieux des contraintes économiques ;

- ouvrir et maîtriser la pluri-activité tant familiale (problème des emplois ruraux pour l'éventuel conjoint) que pour le chef d'exploitation lui-même (entretien de l'espace, valorisation de la forêt, accueil). Actuellement, la double activité ne concerne qu'une minorité d'agriculteurs et se développe surtout là où les possibilités d'emplois locaux sont meilleures. C'est surtout l'emploi salarié féminin qui fait défaut et ne permet pas de retenir voire d'attirer les jeunes femmes à la campagne. D'où le dramatique taux de célibat et parfois de suicide chez les jeunes agriculteurs. Mais aussi l'augmentation récente, nouvelle et forte des divorces, phénomène auparavant exceptionnel dans le monde agricole ;

- diversifier les productions et améliorer la qualité des produits, en s'appuyant sur l'image des terroirs sans pour autant s'enfermer dans celle-ci. Ce n'est pas parce qu'un produit a un nom local qu'il se vend mieux. De plus en plus c'est le marketing et la

distribution qui font la différence : ainsi s'explique la force des Hollandais pour les fromages et les fleurs coupées (la plupart des fleurs coupées dans la région de Grasse et vendues sur le marché de Nice transitent par Amsterdam), mais aussi le succès à l'exportation du Beaujolais et de la mâche nantaise. Il faut se diversifier, mais de manière coordonnée pour éviter les surproductions dommageables pour tous (exemple des foies gras), tout en se différenciant par l'image et la qualité. Plus généralement, ce sont tous les produits du terroir et les traditions culinaires spécifiques de nos Pays qui mériteraient d'être passés au crible. Le tourisme vert peut servir de relais pour faire connaître les plus porteurs d'entre eux ;

Les mutations auxquelles est confronté le monde rural ne sont pas sans rappeler celles qui ont affecté la sidérurgie dans les décennies précédentes. Pour la plupart des agriculteurs, la survie passera par une transformation des mentalités de producteurs de quantités à des mentalités de vendeurs de services rares et par conséquent à haute valeur ajoutée. Il faudra bien reconnaître aussi la valeur de la production non marchande c'est-à-dire l'entretien de l'espace et du paysage. Sinon, l'on transformerait une bonne partie de la France rurale, et notamment les zones de moyenne montagne, en un désert vert. Les friches ne sont pas propices au développement touristique pour lequel la France entend bien rester au premier rang international.